

LE JOUR, 1951
07 JUIN 1951

EXIGENCES DE LA NATION ET DEVOIRS DE L'ETAT

Voici la Chambre installée, on attend que le Gouvernement le soit. Alors, il faudra que la vie reprenne, la vie normale de ces temps anormaux. Alors il faudra qu'on sache ce que l'on veut, ce que l'on peut et où l'on va.

Les circonstances commandent un examen de conscience de l'Etat, un approfondissement de ce que représentent ses possibilités et ses devoirs.

L'Etat, quand il ne réussit qu'à moitié a pris l'habitude de se tenir pour satisfait. Il vit dans le contentement de soi-même estimant que ce qu'il donne au peuple est suffisant pour le peuple. Même si des fautes graves ne reçoivent pas de sanctions, l'oubli couvre tout et, pourvu que le bilan soit passable, l'Etat se décerne des lauriers. Il accueille sans scepticisme le compliment et l'éloge. Il a pour ses travaux une vaste indulgence.

La vérité est que l'Etat ne peut plus être médiocre sans exposer la nation. On ne peut plus permettre que des ministres échouent par leur faute sans que personne le leur reproche, que des abus soient commis sans qu'aucune voix s'élève pour dénoncer utilement ceux qui s'en rendent coupables.

Les légèretés du passé grèvent lourdement le présent. Personne ne demande pourtant comment elles ont pu se produire sans contrôle, quel Conseil des ministres a décidé ceci, quel vote de la Chambre a permis cela. Ce qu'il y a d'inadmissible dans le système, c'est que la responsabilité des hommes en charge devienne illusoire. Or chacun sait qu'elle l'a été jusqu'ici et c'est justement cela qui met l'Etat en péril.

Il est opportun de rappeler qu'autour de nous Israël est très fortement gouverné, que la Syrie fait montrer d'un esprit de suite remarquable, que la Turquie fait progresser ses institutions, que dans tout le Proche-Orient enfin il y a un esprit nouveau, une adaptation aux nécessités comme aux forces nouvelles.

Nous sommes les plus lents à nous mettre en mouvement. Nous vivons plus qu'il n'est permis dans le passé. Nous préparons insuffisamment l'avenir.

Il devient pressant qu'un Conseil des ministres, chez nous, soit plus qu'une formalité et qu'un ministre soit plus qu'un amateur ou qu'un homme d'affaire. C'est le temps de suivre au jour le jour la marche du monde, d'inventorier les idées et les découvertes, de faire un meilleur usage du savoir et de l'intelligence.

La façon "paternaliste" de gouverner ce pays valable jusqu'à un certain point et pour un certain temps n'est plus l'instrument qui convient. Maintenant il faut autre chose. Il faut s'établir dans l'âge adulte et se comporter comme des hommes. Pour ne pas reculer il faut

avancer. Maintenant il faut accroître les forces morales pour que le patrimoine même matériel soit défendu, pour qu'il ne soit pas sans cesse menacé.